



ÉLYSÉE ET GOUVERNEMENT ANALYSE

« Je les laisse faire » : les gros sabots électoralistes de Darmanin

Le ministre de l'intérieur assume ses consignes d'indulgence à l'égard des agriculteurs. Une position qui détonne au regard de la répression des luttes sociales ou écologistes et des quartiers populaires. Mais qui s'explique par la proximité des élections européennes.

Ilyes Ramdani - 26 janvier 2024 à 21h38

Sur le plateau de TF1, même Gilles Bouleau en reste coi. Face au présentateur du journal de 20 heures de la première chaîne, Gérald Darmanin affirme sans ciller : « *Oui, [les agriculteurs] souffrent et ils ont le droit de revendiquer. En tant que ministre de l'intérieur, à la demande du président de la République et du premier ministre, je les laisse faire. [...] On ne répond pas à la souffrance en envoyant des CRS.* »

Sitôt prononcés, jeudi 25 janvier, les propos du numéro 3 du gouvernement ont suscité l'ire de la gauche. Alors que la députée insoumise Clémentine Autain a évoqué « *deux poids, deux mesures le plus grossier* », le premier secrétaire du Parti socialiste (PS) Olivier Faure a écrit sur X avoir « *failli [s']étrangler* », dénonçant un gouvernement qui « *ressemble à un cirque de comédiens cyniques* ». « *Cette nouvelle gestion du maintien de l'ordre doit désormais s'appliquer à toutes les mobilisations sociales et écologiques* », a ironisé Thomas Portes, député La France insoumise (LFI).

Justement interrogé sur le caractère visiblement dérogatoire du régime dont bénéficie le monde agricole, Gérald Darmanin l'a justifié ainsi : « *Est-ce qu'ils s'en prennent aux bâtiments publics et y mettent le feu ? Non, ce n'est pas le cas.* » Les faits, eux, disent l'inverse. Le 19 janvier, une explosion a soufflé le rez-de-chaussée de la

direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) à Carcassonne (Aude), des faits qui font l'objet d'une enquête judiciaire.

Devant les préfectures d'Agen (Lot-et-Garonne) et de Bordeaux (Gironde), plusieurs incidents ont été relevés ces derniers jours : purin et lisier projetés à l'entrée, feux allumés devant la porte... Vendredi 26 janvier, le lendemain des propos du ministre, le bâtiment de la Mutualité sociale agricole (MSA) à Narbonne (Aude) a été incendié, de même que l'entrée d'un magasin Carrefour.

Depuis que gronde la révolte des agriculteurs et agricultrices, en particulier dans le Sud-Ouest, le pouvoir brille pourtant par son indulgence. « *La nation agricole nous lance un appel, nous l'avons entendu et allons continuer à y répondre* », a affirmé la porte-parole du gouvernement, Prisca Thevenot, mercredi à la sortie du conseil des ministres. En parallèle des concertations politiques menées par le premier ministre Gabriel Attal, la gestion policière des événements a suivi le même sillon.

Dans une instruction adressée aux préfets mercredi 24 janvier, Gérald Darmanin avait déjà souligné sa « *consigne de grande modération attendue des forces de l'ordre* ». « *C'est en dernier recours que les effectifs de maintien de l'ordre déployés aux abords des bâtiments publics seront autorisés à intervenir, et dans le seul cas où l'intégrité des personnes serait menacée ou les bâtiments exposés à de graves dégradations* », insistait Beauvau.

Les reportages et les images postées sur les réseaux sociaux montrent ainsi une ribambelle de scènes peu habituelles au milieu de mouvements sociaux : des gendarmes discutant tranquillement avec des agriculteurs en plein blocage (illégal) d'une autoroute, des policiers aidant des agriculteurs à passer à contre-sens pour aller déverser du fumier devant la préfecture, un tracteur tentant de rejoindre Paris puis aimablement escorté par la police...

Une vieille habitude d'indulgence

De quoi faire pâlir de jalousie les jeunes habitant·es des quartiers populaires révolté·es après la mort de Nahel, les militant·es écologistes en lutte contre la bassine de Sainte-Soline (Deux-Sèvres), les travailleuses et travailleurs mobilisés contre la réforme des retraites, les « gilets jaunes » visés à coups de flashball et de grenades explosives ou même les raffineurs, évacués de force de leurs usines au printemps dernier. « *Il n'y a pas de deux poids, deux mesures*, a répondu Gérard Darmanin sur TF1. *Les agriculteurs travaillent. Quand ils ont envie de montrer qu'ils ont des revendications, il faut les entendre.* »

Une distinction que défend Frédéric Péchenard, ancien directeur général de la police nationale. « *Ça n'a rien à voir*, affirme l'actuel vice-président (Les Républicains – LR) à la sécurité de la région Île-de-France. *Les agriculteurs sont un peu rudes mais ils n'attaquent pas les policiers ou les gendarmes, contrairement aux gilets jaunes, aux écolos durs ou à l'ultra-gauche... Même lorsqu'ils ont brûlé quelques palettes devant la préfecture, ils ne sont pas entrés à l'intérieur du bâtiment.* »

La distinction n'est pas nouvelle dans les pratiques policières. « *La FNSEA a toujours été impunie*, souffle Julien Iladoy, agriculteur dans le Béarn et membre de la Confédération paysanne. *Ils ont saccagé le bureau de Dominique Voynet [alors ministre de l'environnement – ndlr] en 1999, ils ont attaqué des préfectures, bloqué des routes, fait descendre des gamins d'un bus scolaire... Et il ne se passe jamais rien. C'est un vieux jeu de dupes : le gouvernement laisse faire, la FNSEA négocie quelques mesurette et tout le monde en sort par le haut.* »

Dans un entretien à Mediapart, l'historien de la société paysanne Édouard Lynch décrit un fonctionnement en vigueur depuis plusieurs décennies. « *C'est une logique de rapport de force*, explique l'universitaire, professeur à Lumière-Lyon 2. *La FNSEA tient encore une grande partie du monde agricole. [...] Pour faire rentrer les agriculteurs dans leurs fermes, pour que les tensions s'arrêtent, on donne donc des gages à la FNSEA. Il y a cette peur que si l'on envoie la Brav-M [brigade de répression de l'action violente motorisée – ndlr], les rangs de la FNSEA répliquent.* »

« *Se mettre à dos le monde paysan, ça risque de faire beaucoup de voix pour l'extrême droite [aux élections européennes].* »

Un proche de Gérard Darmanin

À la tête de la police nationale de 2007 à 2012, Frédéric Péchenard n'abonde pas directement dans le sens du chercheur mais reconnaît une forme de singularité dans l'appréhension policière des colères agricoles. « *Il y a toujours une petite mansuétude quand on fait face à des mouvements de gens qui travaillent, qui ne sont pas des voyous et qui ne posent pas de problèmes en général*, explique-t-il. *On estime que les gens ont le droit de revendiquer des choses. Ensuite, la question, c'est : où on met le curseur ?* »

En l'occurrence, Gérard Darmanin le met loin, très loin. Le ministre de l'intérieur répond en cela à une aspiration partagée au sein de l'exécutif. Depuis son élection en 2017, Emmanuel Macron tente par tous les moyens de s'attirer les bonnes grâces du monde rural en général et des figures du secteur agricole en particulier.

Après des élections intermédiaires (européennes 2019, municipales 2020) qui avaient démontré l'ancrage rural quasi inexistant du camp présidentiel, le chef de l'État avait nommé un de ses plus proches, Julien Denormandie, au ministère de l'agriculture avec une mission simple : renverser la tendance en vue de l'élection présidentielle. De 2020 à 2022, l'ancien conseiller d'Emmanuel Macron avait réussi à retisser un lien de confiance avec la FNSEA, dont il avait épousé la quasi-totalité des positions et des revendications.

La carte personnelle de Darmanin

Moins de deux ans plus tard, les révoltes agricoles interviennent à un nouveau moment électoral important. Prévues en juin, les élections européennes sont scrutées par l'exécutif, qui redoute une large victoire du Rassemblement national (RN). « *Se mettre à dos le monde paysan, ça risque de faire beaucoup de voix pour l'extrême droite*, analyse un proche de Gérard Darmanin. *Les européennes pèsent forcément dans les esprits. Et chacun constate que le mouvement des agriculteurs est populaire*

dans l'opinion. »

Dans l'appareil policier comme au sein du gouvernement, plusieurs voix n'ont pas manqué de soulever à bas bruit le caractère excessif de son propos. *« Il a été un peu imprudent, glisse un élu qui le connaît bien. Qu'on laisse faire, c'est bien. Mais qu'on le dise, ça ne se fait pas. Il donne presque l'impression de les encourager ! Là, pour les agriculteurs, c'est un peu open bar avec l'accord du ministre. »*

L'enjeu pour Gérard Darmanin est aussi d'ordre personnel. Au sein du camp présidentiel, le numéro 3 du gouvernement tente de se singulariser par son ancrage local, surjoue la figure de l'élu enraciné à Tourcoing (Nord), *« fils d'une femme de ménage »* comme il aime à le répéter. *« Je suis élu d'un territoire où il y a aussi des*

agriculteurs, a-t-il redit sur TF1. Je suis habitué aux coups de sang légitimes de ceux qui souffrent et qui ne gagnent pas beaucoup d'argent. »

Longtemps candidat à Matignon, l'ancien élu LR a peu goûté le traitement que lui a réservé Emmanuel Macron et a déjà fait savoir que son bail à Beauvau s'achèverait logiquement après les Jeux olympiques et paralympiques (JOP), cet été. Les yeux rivés sur la présidentielle de 2027, Gérard Darmanin a un triple avantage à *« laisser faire »* les agriculteurs et agricultrices : laisser Gabriel Attal, ce potentiel rival de demain, s'embourber dans sa première crise ; soigner un électorat rural sur lequel il mise pour la suite ; épargner un corps policier déjà mobilisé, réputé réticent à réprimer les mobilisations agricoles.

Ilyes Ramdani